



ARRÊTÉ MUNICIPAL

Numéro 2024-136	REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT RUE DES NOYERS, RUE DU BAC DE RIS, BLD ARISTIDE BRIAND, AVENUE CHEVALIER ET BLD DE LA REPUBLIQUE POUR TRAVAUX DE MARQUAGE AU SOL (repasse en signalisation horizontale)
--------------------------------------	---

Le Maire de la Commune de Soisy-sur-Seine,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code Pénal, et notamment ses articles R 610.5, et R 644-2-1,

Vu le décret n°86.475 du 14 mars 1986, relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

Vu le décret 2022-185 du 15 février 2022,

Vu la Loi 82.213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la demande en date du 01/08/2024 par laquelle la société AGILIS sise Aéroport - Chemin de Viercy - 77550 LIMOGES FOURCHES, demande l'autorisation d'occuper le domaine public, afin de réaliser des travaux de marquage au sol (repasse en signalisation horizontale), pour le compte de l'Agglomération Grand Paris Sud et la Ville de Soisy sur Seine,

Considérant la nécessité de règlementer la circulation et le stationnement, Rue des Noyers, Rue du Bac de Ris, Bld Aristide Briand, Avenue Chevalier et Bld de la République, en raison desdits travaux de voirie.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 : La société AGILIS est autorisée à occuper le domaine public Rue des Noyers, Rue du Bac de Ris, Bld Aristide Briand, Avenue Chevalier et Bld de la République, afin de réaliser des travaux de marquage au sol (repasse en signalisation horizontale).

ARTICLE 2 : Les travaux auront lieu **du lundi 12/08/2024 au lundi 09/09/2024, de 9h00 à 17h00.**

ARTICLE 3 : Le stationnement sera interdit et gênant au droit des travaux. Le non-respect de cette interdiction pourra donner lieu à l'établissement d'un procès-verbal de contravention et susceptible d'entraîner la mise en fourrière du véhicule.

ARTICLE 4 : **Pendant la durée des travaux, la circulation automobile, bus et piétonne sera perturbée. La circulation automobile et bus sera mise en demi-chaussée, et sera réalisée avec les moyens humains en alternance. La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h au droit des travaux.**

Des sanctions seront appliquées à l'encontre de la société AGILIS si la zone de travaux s'avérait dangereuse pour les piétons.

Tout courrier doit être adressé à Monsieur le Maire.

ARTICLE 5 : L'information aux riverains, la signalisation des travaux, la mise en sécurité obligatoire des piétons, ainsi que l'affichage du présent arrêté sur les lieux des travaux et de façon visible, sont à la charge et sous la responsabilité de la société AGILIS. Les dispositifs de signalisation temporaire de chantier ne seront retirés qu'une fois l'opération totalement achevée et réceptionnée.

ARTICLE 6 : Les travaux ne pourront débuter qu'une fois les formalités d'affichage de l'arrêté accomplies.

ARTICLE 7 : Un état des lieux, avant et après travaux sera réalisé par les services techniques de la Mairie de Soisy-sur-Seine.

ARTICLE 8 : Les procès-verbaux des infractions à la police de conservation du domaine public routier, dressés par les agents municipaux assermentés, seront transmis le cas échéant, au Procureur de la République, conformément à l'article L 116.3 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 9 : Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de son affichage en Mairie. Le recours doit être introduit auprès du Tribunal Administratif de Versailles. Ces personnes peuvent également saisir le Maire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit être alors formé dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.

ARTICLE 10 : Monsieur le Maire de Soisy-sur-Seine, Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud, Monsieur le Président du Conseil Départemental, les autorités administratives et agents de la force publique, la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et sur les panneaux prévus à cet effet.

Fait à Soisy-sur-Seine, le 05/08/2024

LE MAIRE



Jean-Baptiste ROUSSEAU

APPLICATION DU C.G.C.T.
TRANSMIS EN PRÉFECTURE LE :
PUBLIÉ OU NOTIFIÉ LE :
LE MAIRE CERTIFIE LE CARACTÈRE
EXÉCUTOIRE DE CET ACTE À COMPTER DU :

13 AOUT 2024

13 AOUT 2024

LE MAIRE



Jean-Baptiste ROUSSEAU